

L'étranger dans la formation de la citoyenneté argentine

Susana Villavicencio

Dans l'histoire politique argentine, la figure du citoyen a toujours été controversée. Figure sollicitée par les élites comme contrepartie du régime républicain que l'on prétend instaurer, identité politique à construire, l'idéal du citoyen affronte à maintes reprises son « autre » : celui qui par sa race, sa culture ou son idéologie représente l'obstacle à l'ordre politique recherché. Les élites politiques, dont est issu le projet national, vont interpréter cette situation en termes d'opposition : « civilisation / barbarie », « république possible / république vraie » selon les célèbres formules de Sarmiento et Alberdi⁽¹⁾. Convaincus de la légitimité de la proposition, ils mettront en place les moyens pour y parvenir : modernisation du pays, éducation et un rôle central assigné à l'immigration comme « apport direct » de nouvelles habitudes, de nouvelles mentalités, permettant de réduire la brèche entre le citoyen – sujet souverain du pacte politique – et le (ou l'im) possible citoyen, « l'autre », qui n'accepte pas, ou qui se tient en marge, des idées politiques modernisatrices.

A cet égard, l'Argentine est un cas exemplaire de la tentative de réalisation d'une nation à partir d'un projet conçu dans l'esprit de son élite éclairée, qui légitimait son action politique par la clarté et la rationalité de son projet. La pensée politique du XIX^{ème} siècle rend compte de la perplexité et de la méfiance devant la résistance des masses nationales – associées à des formes politiques héritées du colonialisme espagnol et de sa conjonction avec la « nature » américaine – aux formes modernes d'organisation politique. Mais ce hiatus initial a également donné lieu à une histoire jalonnée par des luttes politiques où vont s'affronter des principes de légitimation opposés.

Par ailleurs, dans l'histoire politique argentine, les années 1880 sont considérées comme le moment fondateur de la nation libérale. Moment de création des dispositifs instituant et garantissant l'ordre politique, l'idée dominante étant le progrès et le sentiment de l'unité nationale. Le libéralisme avait triomphé et régime pouvait être considéré comme définitif. Le siècle se finissait et un seul parti – le parti libéral – contrôlait le pays. On vivait dans une république de consensus, et ou bien on essayait d'annuler les contradictions fondamentales quand les tendances autoritaires étaient dominantes (Loi de résidence, 1902), ou bien de les canaliser quand c'était le tour des modérés (Système électoral uninominal ou le projet du Code du Travail). Dix ans plus tard, les années 1890 seront marquées par la crise de ce modèle hégémonique et le changement de regard porté sur la figure de l'étranger. Si dans les projets de nation proposées par des élites, l'étranger incarnait la mesure nécessaire pour équilibrer avec de nouvelles habitudes les traits négatifs de la culture locale dominée par les traditions coloniales, et la présence indomptable de la race indigène, les premières années du siècle voient naître la surprise et le soupçon face à l'affluence des étrangers qui s'installent dans le pays en nombre croissant. Le fort impact que l'immigration a produit sur les élites dominantes a réveillé la peur d'un éclatement de

la culture nationale homogène en voie de se construire. Les failles de l'implantation de la politique d'immigration qui font que de nombreux immigrants restent dans les villes où ils gagnent leur vie d'un mode informel, mais plus encore, la conformation d'une masse urbaine – requise par le travail industriel naissant – véhiculent une idéologie et une identité politique à ces secteurs des travailleurs et de ce fait même, à casser l'unité recherchée par les élites libérales. L'émergence de la « question sociale » sera, selon nous, déterminante dans la reconsidération de l'étranger.

C'est en référence à ce contexte que notre travail pose la question de la place de l'étranger dans la conformation d'une citoyenneté argentine. Notre intérêt pour le sujet peut se décliner à deux niveaux :

1.- En premier lieu, il s'agit d'analyser le déplacement de la figure de l'étranger dans le discours politique des élites dominantes, depuis l'idéal civilisateur jusqu'à l'étranger suspecté et criminalisé en tant que porteur d'idéologies et de pratiques désagrégeantes. C'est là le paysage qui se dessine en allant des projets en faveur de l'immigration de Sarmiento et Alberdi – et les dispositifs légaux et institutionnels déployés pour leur mise en place – à la sanction d' *Lois de Résidence* et de *Défense Sociale*.

2.- En deuxième lieu, il s'agit d'interroger la catégorie même d'étranger comme figure opposée à celle de citoyen, celui qui est en dehors de la souveraineté. En partant de l'importance qu'a eu l'afflux d'immigrants dans la composition sociale du pays et de l'imaginaire politique, ferment de la politique d'immigration, nous nous proposons de nous interroger sur la catégorie d'étranger en tant que concept politique, en allant au-delà des données sociologiques de la composition sociale argentine, interroger les croyances telles que « foisonnement des races » ou *melting pot*.

L'hypothèse que nous soutenons est que ce qui constitue l'étranger, ce ne sont pas les traits naturels, mais au contraire ce sont des déterminations juridiques et politiques. Celles-ci déterminent l'« étrangeté » de l'étranger à partir de laquelle ses aspects menaçants ou inassimilables deviennent visibles. Si l'étranger peut être associé aux formes d'altérité et d'« étrangeté », s'il peut être figé dans sa différence et rejeté comme ennemi, ceci suppose d'abord la construction politique et juridique de sa figure. Qu'il jouisse ou non de certains droits que le pouvoir politique lui attribue, l'étranger est conçu en termes de pouvoir politique et de droits légaux et il représente tantôt un élément de consolidation, tantôt un élément de danger pour le pouvoir de ce groupe. Dès lors, la relation avec l'étranger implique toujours une tension avec le groupe politique dont il est la contrepartie et l'exclusion, comme le rejet dont il peut pâtir, dérivent de cette construction préalable de l'autre comme étranger. La conséquence immédiate est l'identification de sa figure par des traits qui accentuent le rejet – traits de caractère attribués à la race ou bien à des aspects

religieux, linguistiques ou culturels qui le rendent inassimilable ou dangereux pour cette communauté.

Citoyens pour une nation. La perspective des élites

En relation au premier point, nous considérons ce déplacement dans la conception de l'étranger à partir d'une perspective dynamique, non pas comme opposition mais comme tension. Ce qui implique des idées et des actions, des figures et des mouvements, une démarcation entre un « en dedans » et un « en dehors » de la citoyenneté (dont les frontières étaient délimitées au fur et à mesure de la formation de la nation). Si dans un premier temps les propositions des élites reposaient sur le besoin de construire la nation, l'étranger sera considéré comme un facteur social déterminant dans la concrétisation de l'idéal de progrès et de civilisation. L'historien argentin Tulio Halperin Donghi attribue à la Génération du 37 le fondement idéologique du projet d'immigration⁽²⁾. C'est elle qui conçoit l'immigration comme instrument civilisateur. Il faut prendre en compte le fait que les plus grands obstacles à la constitution de la nation étaient, d'une part, les grandes étendues dépeuplées de la pampa – le désert argentin – et d'autre part, l'existence de la race indigène laquelle, comme un « aliment mal digéré »⁽³⁾, pesait dans les entrailles de la culture hispano-américaine et offrait une résistance au modèle de civilisation fondé sur le travail et l'industrialisation. Les programmes de la Génération de 37 considèrent l'incorporation des étrangers à la nation comme l'un de ses piliers fondamentaux. L'étranger idéal, postulé dans ces programmes, tient dans une série de traits tels que : développement de l'industrie, efforts investis dans le travail, civilité, les habitudes aussi que l'on espère incorporer à la culture native. « L'étrangeté », comprise ici comme la différence non assimilable, sera représentée par l'indien et le *barbare*, issu du mélange des races, comme autant d'obstacles au progrès vers la civilisation.

Si nous nous interrogeons sur le sens de la barbarie, un premier élément d'explication réside dans le désert. En effet, dans l'imaginaire des élites, le désert n'était pas seulement une extension de terres dépeuplées; la population, composée d'indiens et de personnes ayant des habitudes coloniales, était comparable à un désert. Aucun lien social, aucune condition ne pouvait venir soutenir un ordre républicain que l'on devait instituer. L'image du désert est décrite par Sarmiento dans son célèbre *Facundo*⁽⁴⁾. Il y synthétise le problème argentin dans la consigne « civilisation ou barbarie ». Dans cette œuvre, Sarmiento présente deux moments de la révolution : les villes américaines luttent d'abord contre les espagnols, puis contre la campagne, c'est-à-dire contre le désert. Avec le triomphe de la politique de la campagne, que l'on appelle *el caudillismo*⁽⁵⁾, toute forme de vie civique a disparu : la barbarie provient du désert, elle en est le fruit. L'absence de sociabilité d'une population dispersée, vivant dans l'isolement, d'une part, et, d'autre part un égalitarisme répandu dans les campagnes après la révolution, débouchent sur le despotisme. Pour Sarmiento, la barbarie est représentée dans l'égalitarisme des masses agraires subordonnées à un chef irrécusable. C'est l'effet spontané d'une

agrégation d'hommes qui ne reconnaissent pas les règles de sociabilité. La contrepartie de la barbarie est l'Amérique de Tocqueville, que Sarmiento prend comme modèle pour l'Argentine. *La démocratie en Amérique* sera pour Sarmiento une utopie à poursuivre : une démocratie agraire, comme condition objective et l'éducation populaire comme condition subjective du citoyen vertueux. Dans son modèle d'une « république civique »⁽⁶⁾, la citoyenneté est un territoire vierge comme le désert. Il faut donc construire ce citoyen inexistant.

Comment imposer un système de valeurs civiques ? Comment construire aussi un sujet politique moderne, étant donné que la population est avant tout un obstacle ? Ces deux représentants de la génération du 37 – Sarmiento et Alberdi –, partageaient la croyance dans les effets bénéfiques de n'importe quel type de contact avec la « civilisation » et associaient l'immigrant au progrès. De là, la conformation d'une première vision de l'étranger comme figure idéale du citoyen. L'image de la transplantation utilisée, entre autres, par Alberdi est très graphique dans ce sens :

« Nous voulons planter en Amérique la liberté anglaise, la culture française ? Apportons-en des morceaux vivants, les mœurs de leurs habitants et installons-les ici. Nous voulons que les habitudes de l'ordre et de l'industrie prédominent dans notre Amérique ? Remplissons-la de gens qui possèdent ces habitudes (...) La plante de la civilisation se propage difficilement par des graines. Elle est comme la vigne, elle prend et se développe par grappes »⁽⁷⁾.

De son côté Sarmiento avait confiance dans la capacité de l'immigration à incorporer la nation dans une culture du progrès :

« Il est impossible de dire comment l'aptitude, la moralité et la capacité se transmettent des pères aux fils dans ces hommes qui manquent ordinairement de l'instruction la plus commune; pourtant c'est un fait inexplicable que les fils suivent les traditions de leurs pères, et que le changement d'idées, d'instinct et de civilisation ne se fasse qu'en changeant de races »⁽⁸⁾.

Ce projet d'immigration, prôné par les élites politiques et intellectuelles, va se cristalliser dans la Constitution nationale de 1853 au travers des articles qui donnent à la nation un caractère de pays ouvert à tous ceux qui veulent y résider.

L'article 25 de la Constitution soutient que

« Le Gouvernement Fédéral va fonder l'immigration européenne et ne pourra pas restreindre, limiter, ni conditionner par un quelconque impôt l'entrée sur le territoire argentin des étrangers qui viendront avec l'objectif de travailler la terre, améliorer les industries et introduire et enseigner les sciences et les arts ».

Les constituants ont établi dans plusieurs articles de la Constitution (art. 14, 16, 17, 18, 19, 20 et 21) l'égalité absolue entre l'étranger, l'habitant et le citoyen. Tous les habitants de la nation devraient jouir de l'égalité devant la loi et le justice, du droit à la sécurité complète de leurs biens, du droit d'entrer, de transiter et de quitter le territoire, de naviguer dans les rivières, de commercer et

de travailler, ils jouissaient de la liberté d'opinion, de réunion, d'association à fins utiles, du droit d'enseigner et d'apprendre. Les immigrants pouvaient opter pour la citoyenneté après deux ans de résidence dans le pays mais n'étaient pas obligés de le faire. Une fois naturalisé, l'étranger était exempt durant dix ans de l'obligation du service militaire. Tous ces avantages conférés aux immigrants ont été acceptés sans appellation par l'Assemblée Constituante.

En 1876, on a promulgué la loi 817 « loi de fomentation de l'immigration », connue comme loi Avellaneda, instrument légal fondamental pour la question migratoire. Au travers de cette loi, a été créé le département d'immigration et le département de Terres et Colonies. Par ce moyen, on a mis en place un réseau d'agences chargées de promouvoir l'immigration dans les pays d'Europe et l'on a donné une série de bénéfices aux immigrants potentiels. L'Argentine se proposait au travers de cette structure d'attirer dans le port de Buenos Aires, les immigrants du nord de l'Europe et tout particulièrement les anglo-saxons, qui immigraient massivement aux États-Unis.

Mais avec quel statut reçoit-on les étrangers ? Quels sont leurs droits ? Sur ce point les positions de Sarmiento et d'Alberdi divergent. Pour Sarmiento, les étrangers ont aussi des devoirs, en premier lieu celui de prendre la nationalité argentine, de s'incorporer à la vie politique en tant que nationaux et non pas comme étrangers. Il s'en suit que la politique d'immigration est complétée par une politique d'éducation qui sera l'instrument de l'incorporation et de l'assimilation des nouveaux arrivants. Pour Alberdi, en accord avec la logique tutélaire de création d'une base sociale de la république, il faut seulement garantir les droits civils des étrangers avant de donner des droits politiques.

De l'immigrant idéal à l'immigrant réel

Nous avons fait référence précédemment aux effets de surprise et de méfiance que produit l'afflux massif des immigrants arrivés au port de Buenos Aires pour s'incorporer au processus émergent d'industrialisation du pays. C'est ainsi que la modernisation en cours est au cœur de la réflexion sur la nation puisque c'est bien cette thématique qui a permis d'en révéler deux aspects problématiques : d'un côté, les obstacles au progrès liés à la composante structurelle américaine ; de l'autre, les déviations vis à vis de cet ordre, issues du processus de modernisation lui-même. En effet, la contrepartie négative du processus d'industrialisation est ce qu'on appelle la « question sociale », telle qu'elle s'exprime dans les revendications des premières organisations socialistes et anarchistes – question sociale qui renvoie à la nécessité concomitante d'une politique de nationalisation.

Le positivisme était le courant de pensée qui, à la fin du XIX^{ème} siècle, fournit les instruments pour l'interprétation de ces processus de transformation sociale en Amérique du Sud. Dans ce cadre, cet afflux de population mettant en danger la relation de domination politique et sociale sera interprété en termes de masses pour rendre compte des comportements et des formes d'action. L'interprétation de ces processus se fera dans le

cadre d'un déterminisme biologique qui impute aux caractéristiques de la race et du milieu, l'origine des tendances que l'on observe dans les divers types de société. C'est ainsi que les « maux latino-américains » seront conçus comme un destin, conception qui ne sera pas sous-évaluée au moment d'interpréter la résistance aux prétentions des réformateurs.

Dans son ouvrage *Las multitudes argentinas* [Les foules argentines], Ramos Mejía met en relief la perplexité que produit la politique d'immigration du projet des années 1880. S'inspirant ouvertement de Le Bon, il cherche la clé de compréhension de la situation nationale dans l'action des masses issues de l'immigration. C'est à cette force « phénoménale, vidée d'intelligence et de raison » que renvoient les problèmes générés par une présence par moments écrasante ou menaçante (la quantité d'étrangers atteint le million au cours de la décennie 1880, sur un total de trois millions et demi d'habitants). « Comme ils sont si nombreux, dit Ramos, ils inondent tout : les théâtres de deuxième et troisième classe, les promenades gratuites, les églises parce qu'ils sont dévots et croyants, les rues, les places, les asiles, les hôpitaux, les cirques et les marchés » (9).

José Ingenieros, autre figure représentative du positivisme argentin – lui-même immigrant – répondra à partir de ce paradigme aux problèmes de l'intégration nationale posés par l'immigration. La construction de la citoyenneté impliquerait alors le double mouvement d'inclusion des nouveaux secteurs sociaux assimilables et d'exclusion de ceux qui – évalués par les instruments de la science – resteraient en dehors des frontières de la nation. Dans cette optique, il faudra attaquer la maladie sociale en accord avec les symptômes des sujets concernés. Les réformes sociales demanderont des connaissances fournies par une sociologie inspirée dans ses méthodes des sciences positives. L'expérience intellectuelle, centrée sur les enquêtes psychiatriques et criminologistes, va opérer comme métaphore des facteurs qui font dégénérer l'organisme social et qui sont des symptômes de la crise et des perturbations de l'ordre désiré. Dans sa thèse doctorale, *La simulación de la locura* [La simulation de la folie], il montre l'entrecroisement des problèmes sociaux et des perturbations mentales par lequel « l'anomalie psychique de l'individu devient une cause déterminante de son activité anti-sociale »⁽¹⁰⁾. L'analyse de la simulation (catégorie médico-sociologique) vise ces conduites anti-sociales, illustrées par l'anarchiste. Citant Proudhon, « la propriété, c'est le vol », il prétend dissimuler une conduite antisociale.

Néanmoins, ce seront les lois de Résidence (1902) et celle de Défense Sociale (1910), qui marqueront le tournant dans la considération de l'étranger. Toutes deux sont proposées en réponse aux problèmes sociaux-grèves d'ouvriers et actions des anarchistes – qui menaçaient l'ordre. La première régleme l'expulsion du pays des étrangers lorsqu'ils perturbent l'ordre public, la seconde pénalise l'anarchisme. Ces textes légaux, mais surtout les débats parlementaires auxquels ils donnent lieu, mettent en relief le tournant de la conception de l'étranger que l'on retrouve désormais sous les traits du suspect, du « non-citoyen », du « hors-la-loi ».

Conclusions. Le citoyen et son « autre »

L'Argentine est l'un des pays du monde constitué par une population principalement étrangère, un exemple de *melting pot* ou de foisonnement des races, comme cela a été dit à l'époque. Nous pourrions donc dire en relation aux conceptions des élites politiques intellectuelles, comme aux lois constitutionnelles cristallisant les projets de la nation, que l'attitude envers les étrangers peut s'inclure dans ce que l'on appelle les politiques d'hospitalité⁽¹¹⁾. Cependant, le processus de construction de la citoyenneté en Argentine est intéressant, non seulement parce qu'elle s'est constituée comme une nation d'immigrants et que son identité est indissociable de cette donnée historique et démographique, mais aussi parce que l'expérience de l'intégration a également connu des moments d'exclusion. La même catégorie d'étranger acquiert dans le cours de quelques décennies, le sens de « civilisateur » ou de « menace », de « citoyen vertueux » ou de « grossier, *finiste*, simulateur ». Les frontières du concept de la citoyenneté fluctuent tantôt pour l'inclure tantôt pour l'exclure, en circonscrivant le sens universaliste de la citoyenneté aux contours particuliers d'une nation⁽¹²⁾.

En même temps, et vu l'importance que l'immigration a eu dans notre pays, il est intéressant de considérer le cas argentin comme un moment de la constitution de l'État national dans lequel vont se concentrer les problèmes propres à la citoyenneté moderne. L'étranger incarne dans la modernité la figure de l'autre du citoyen. Il renvoie au paradoxe essentiel de la modernité, selon lequel l'homme découvre sa dimension d'universalité, l'humanité, et là fonde ses droits alors même que ces droits ne lui sont reconnus que pour autant qu'il appartient à un État-nation.

Comme nous l'avons déjà dit, nous comprenons le déplacement dans la conception de l'étranger dans une perspective dynamique. En un premier temps, les aspects sociaux, politiques et légaux contenus dans les propositions des élites sont dictés par la nécessité de construire la nation : l'étranger sera un facteur social déterminant dans la concrétisation de l'idéal du progrès et de civilisation envisagé. Le second temps coïncide avec le début du XX^{ème} siècle et voit s'imposer l'idée de risque, puisque non seulement le projet national des élites révèle sa fracture interne, mais dévoile, de plus, la menace que représente l'incorporation des étrangers pour cet idéal homogène soutenu par les mêmes élites. L'étranger « réel » s'impose alors avec force, comme sujet intermédiaire entre « l'étranger idéal » et « l'autre absolu », le « barbare ». Ce sujet intermédiaire incarne aussi la figure de l'altérité non voulue et, même, rejetée.

Dans l'analyse de ce paysage, nous avons centré l'attention sur les lois de Résidence (1902) et de Défense Sociale (1910), puisqu'elles représentent le moment de fermeture dans le processus de construction de la citoyenneté et l'identification du citoyen à l'appartenance nationale. Ce que ce processus fortifie, c'est une modalité de la politique régulée sur la base de l'identité de l'État-Nation et sur la délimitation de ses frontières. A partir de cette idée, aucun État ne peut ouvrir complètement ses

frontières à tout type d'immigrants. Bien au contraire, il génère une politique des frontières marquée par le contrôle strict de l'immigration. Ce moment de fermeture des frontières, même s'il est partiel et temporaire dans le cas argentin, témoigne des tensions d'une communauté nationale qui se débat entre les idéaux républicains et libéraux – selon lesquels « tout autre » est potentiellement un citoyen – et la nécessité de préserver l'homogénéité idéologique et politique de la souveraineté nationale. C'est seulement alors que « celui qui vient de dehors » est traité avec surprise et suspicion envers l'inconnu, voir aussi, le différent, le bizarre, élément toujours contenu dans la notion d'étranger.

Le discours juridique est révélateur de ce processus. L'analyse des débats parlementaires, relatifs aux lois que nous avons citées, a montré l'existence d'un procédé discursif par lequel les élites dessinent un modèle déterminé de moralité qui exclut l'étranger. L'aversion et l'hostilité croissantes à l'égard de l'étranger, son assimilation aux caractéristiques morbides de la maladie, l'exigence de sélection du bon étranger dans la frontière « nous ne voulons pas le fou, l'alcoolique, l'épileptique », l'identification de l'étranger à l'anarchiste et sa réduction à la condition animale – « extirper cette furie humaine », « arracher le mal à la racine » – sont autant d'éléments exprimant avec force le rejet. Ils témoignent surtout de la naturalisation des traits caractéristiques de l'étranger qui en font un sujet non assimilable et, de ce fait, exclu de la loi et de la citoyenneté. Cette construction idéologique a légitimé la localisation de l'étranger en dehors du domaine de la loi, sous couvert de respect de la constitution, élément essentiel du modèle libéral.

Pour conclure, nous pourrions revenir à la tension fondamentale de la politique moderne entre le moment universaliste cosmopolite et le moment particulariste de la constitution de la nation. Cette situation constitutive et paradoxale aura des conséquences dans la définition de l'en dedans et de l'en dehors eu égard au concept de citoyen. Puisque tout « autre » est potentiellement un citoyen et un sujet avec des droits politiques, placer « l'autre » en dehors, constituer l'étranger, sera une opération politique et juridique liée à la souveraineté, au renforcement des frontières entre les États. Si cette tension détermine, comme le soutient Kristeva⁽¹³⁾, l'attitude envers l'étranger dans les États-nations modernes, l'Argentine n'est pas exclue de cette condition générale. Cependant, la particularité de la construction de la nation en Argentine sera l'absence (délibérée et discursive) d'une histoire préalable à laquelle on pourra en appeler, et donc l'absence d'une naturalité de la nation, donnée par la « langue » ou « la culture », pouvant être invoquée pour fermer ses frontières. Le grand paradoxe de notre nation est qu'elle a été rêvée et constituée comme une nation d'étrangers. C'est ainsi que ce cas de formation d'une nation à partir d'un « désert » met en relief, et de manière exemplaire, le caractère politique des frontières de la citoyenneté et de la (re)signification constante de cet « en dedans » et « en dehors » de la citoyenneté. Peut-être qu'un élément d'explication de ce que l'on considère aujourd'hui comme l'endémique faiblesse de l'identité citoyenne en Argentine, est à chercher dans l'impossibilité de fortifier

la nation sur la base d'une historicité première et commune de liberté, autochtone, non européenne et non pas, pour autant, moins arbitraire.

Susana Villavicencio
Université de Buenos Aires, Argentine

Références :

1-Domingo F. Sarmiento et Juan Bautista Alberdi sont des intellectuels distingués qui ont joué un rôle décisif dans la constitution de la Nation Argentine après la guerre de l'indépendance.

2-Tulio Halperin Donghi « Para qué la inmigración ? », *El espejo de la historia*, Sudamericana, Buenos Aires, 1998 (deuxième édition). Dans l'histoire politique et intellectuelle du pays, la génération de 37 est représentée un groupe d'intellectuels influencés par les courants romantiques et par les lectures des philosophes et historiens français du XIXème siècle, tels que Guizot, Cousin, Michelet, Jouffroy, Thiers, Leroux, entre autres. Dans une position de rupture vis à vis du passé colonial, son ouverture aux nouvelles idées politiques ayant cours en Europe et aux États-Unis est assumée comme un geste fondateur de la nouvelle nation. Domingo Faustino Sarmiento, Juan Bautista Alberdi, Juan Maria Gutierrez, sont quelques uns des principaux exposants de ce courant.

3-L'expression appartient à Domingo F. Sarmiento.

4- Domingo, F. Sarmiento, *Facundo*, Ed. L'Herne, Paris, 1990. (deuxième ed, préface de Jorge Luis Borges. Sur ce point je me permets de renvoyer à mon livre : Susana Villavicencio : *Sarmiento y la nación cívica. Ciudadanía y Filosofías de la nación en Argentina*, Ed. Eudeba, Buens Aires, 2008.

5-« Au milieu du XIXème siècle, les jeunes républiques du Rio de la Plata avaient assuré leur existence indépendante, mais non leur existence organisée. Après les triomphes militaires sur la métropole espagnole, après l'échec des tentatives constitutionnelles, les diverses provinces qui avaient jadis formé la vice-royauté du Rio de la Plata s'étaient désagrégées en une multitude de petits fiefs où régnait la seule volonté de l'homme riche et puissant qui leur servait de caudillo. Maître de la terre et du bétail, le caudillo groupait autour de lui les bandes des péons misérables de ses estancias et les bandes d'indiens des tribus amies. (...) Tous de race blanche, descendants presque purs pour la plupart, des conquérants espagnols, ils avaient acquis, sur les masses métisses qu'ils faisaient vivre dans leur estancias, l'ascendant que donne le commandement et l'instruction » Cf. Anibal Ponce, Préface au *Facundo*, Institut International de Coopération Intellectuel, Paris, 1934.

6-Voir Natalio Botana, *La libertad política y su historia*, éd. Sudamericana/Instituto Torcuato Di Tella, Buenos Aires, 1998. Du même auteur, *La tradición republicana*, éd. Sudamericana, Buenos Aires, 1997 (deuxième édition).

7-Juan Bautista Alberdi, *Acción de Europa en América*, O.C. T III, p. 88.

8-Domingo F. Sarmiento, *Educación popular*, Libreria La Facultad, de Juan Roldan, (notice préliminaire de Ricardo Rojas), Buenos Aires, 1915, p. 26.

9-José M. Ramos Mejía, *Las multitudes argentinas*, réédition éd. Tor, Buenos Aires, 1956.

10-José Ingenieros, *La simulación de la locura ante la sociología y la clínica criminal*, première édition Spinelli, Buenos Aires, 1903. Repris dans : *Obras Completas de José Ingenieros*, éd. Elmer, Buenos Aires, 1956. Sur sa conception de la citoyenneté, voir S. Villavicencio et Patrice Vermeren « L'homme médiocre : le psychiatre positiviste, la simulation de la folie et la constitution de la citoyenneté par la science et l'éducation en Argentine au début du vingtième siècle » dans *Le Télémaque* N°10-11, mai 1997 pp 97-109. Voir aussi Oscar Teran, *Positivismo y nación en Argentina*, Punto Sur, Buenos Aires, 1987.

11-L'idée d'hospitalité, depuis Kant, fait référence au droit de l'étranger à être traité, dans l'autre pays, comme non ennemi. L'hospitalité réside trouve ses origines dans la notion de cosmopolitisme – idée qui, à l'époque des Lumières, supposait un monde sans étrangers. Une politique de l'hospitalité requiert de l'ouverture envers l'autre, dans le double mouvement d'incorporation de celui qui arrive et de tolérance de ses différences. Cf. Jacques Derrida, « La déconstruction de l'actualité » in *Passages* N° 57, pp.60-75, Paris, 1993.

12-On a développé cet argument dans le notre livre: Susana Villavicencio (Ed) *Los contornos de la ciudadanía. Extranjeros y Nacionales en la Argentina del Centenario*, Eudeba, Buenos Aires, 2003.

13-Cf. Julia Kristeva, *Étrangers à nous-mêmes*, Gallimard, Paris, 1991